



« pas de relations diplomatiques avec un État de barbarie »

Pétition
Syrie

Cliquer [ICI](#)

Destinataire : Monsieur le Président de la République Août 2018

Avec cynisme, depuis le début² du mois de juillet, le régime de Bachar al-Assad publie des listes de détenus morts dans ses prisons, sorte de solde de tout compte pour achever d'accabler les familles qui conservaient encore une lueur d'espoir sur la vie de leur être cher. Nous savons que des dizaines de milliers de prisonniers – hommes et femmes, parfois très jeunes – sont morts sous la torture ou par suite des conditions inhumaines de leur détention.

Le gazage des populations, les viols systématiques d'hommes et de femmes dans les prisons du régime, les destructions d'habitations, d'écoles et d'hôpitaux, l'usage d'armes prohibées comme les barils de poudre et les bombes au phosphore, sont des crimes de guerre et des crimes contre l'Humanité, aujourd'hui largement documentés par les ONG et la Commission d'enquête internationale de l'ONU.

Monsieur le Président de la République, lors de la campagne pour l'élection présidentielle vous avez adressé le 16 avril 2017 au Collectif pour une Syrie Libre et Démocratique la réponse suivante :

« Bachar Al-Assad a commis des crimes de guerre contre son peuple. Son maintien au pouvoir ne peut en aucun cas être une solution pour la Syrie. Il n'y aura pas non plus de paix sans justice et donc les responsables des crimes commis, notamment des attaques chimiques, devront en répondre. La France continuera d'agir au Conseil de sécurité en ce sens, malgré l'obstruction systématique d'un des membres permanents ».

Devant l'ampleur des crimes commis en Syrie par le régime Assad, la *réal-politique* doit s'effacer devant l'attitude de justice et d'humanité que nous devons à un peuple martyrisé.

*Pas d'impunité pour Bachar al Assad et ses complices.
Par respect pour les victimes, et pour l'honneur de la France,
pas de relations diplomatiques avec un État de barbarie.*

Premiers signataires* :

Nadia Aissaoui, Sociologue et féministe ; Yves Aubin de La Messuzière, ancien Ambassadeur de France ; Édith Bouvier, Journaliste ; François Burgat, Politologue, Aix-en-Provence ; Philippe Büttgen, Professeur de Philosophie ; Monique Cerisier-ben Guiga, Sénatrice honoraire ; Olivier Faure, Député ; Éric Favey, Président d'association ; Jacques Gaillot, Évêque émérite de Partenia ; Raphaël Glucksmann, Essayiste ; Benoît Hamon, ancien ministre ; Isabelle Hausser, Écrivain ; Joël Hubrecht, Chercheur (Justice internationale) ; Yannick Jadot, Député européen ; Annie Lahmer, Conseillère régionale ; Gérard Lauton, Universitaire ; Garance Le Caisne, Journaliste, Auteure de « *Opération César, au cœur de la machine de mort syrienne* » ; Agnès Levallois, Consultante ; Ziad Majed, Professeur universitaire ; Franck Mermier, Directeur de recherche au CNRS ; Michel Morzière, Militant pour les Droits Humains ; Marie Peltier, Historienne ; Ernest Pignon-Ernest, Plasticien ; Raphaël Pitti, Médecin Humanitaire, Conseiller municipal de Metz ; Christine Revault d'Allonnes-Bonnefoy, Députée européenne ; Leïla Vignal, Maîtresse de Conférences ; Emmanuel Wallon, Professeur de sociologie politique.

* le 14/08/2018.